

“Esta Audiencia es toda una sodoma y sicarismo”

Complots, trahisons et crise politique
fin de siècle à Guatemala

*Michel Bertrand**

Par cette formule lapidaire concluant une description sans concession du fonctionnement de l'Audience du Guatemala destinée au roi d'Espagne, à l'extrême fin du XVIII^e siècle, son auteur réduisait à peu de choses la réalité et l'efficacité de la politique réformatrice entreprise depuis plusieurs décennies en Amérique. Signé du nom de l'archevêque de Guatemala, Juan Félix de Villegas, et daté du 10 janvier 1800, c'est-à-dire à la veille de sa mort, ce jugement sans appel constituait le point d'orgue d'un long rapport au fil duquel il se chargeait de décrire les réalités politiques d'une Audience où, à ses yeux, bien peu de choses avaient changé dans le mode de fonctionnement.¹ On conçoit aisément l'émoi ressenti à Madrid après la réception de ce courrier, parvenu, qui plus est, par une voie peu orthodoxe.² Après la mise en place dans l'Amérique espagnole de réformes administratives ambitieuses destinées à corriger les excès les plus divers, notamment ceux observés et dénoncés par ces grands défenseurs de l'autorité royale que furent José de Gálvez et José Antonio de Areche, de telles informations venaient réduire à néant les espoirs qu'elles avaient pu susciter. La Capitainerie Générale du Guatemala n'avait pourtant pas été épargnée par cette vague réformatrice qui avait touché tous les recoins de l'Empire. Intendants et sub-

délégués y avaient été introduits entre 1785 et 1787, c'est-à-dire dès la promulgation de l'ordonnance de création de ces nouvelles circonscriptions. Dans le même temps, et afin de favoriser l'activité commerciale, un Consulat avait été érigé en 1793. Enfin, le pouvoir du *cabildo* municipal (conseil municipal) de la capitale, jugé excessif et fauteur d'abus en tous genres, avait été significativement réduit en le privant de son autorité, exercée depuis le XVI^e siècle, sur la région du Valle de Guatemala, c'est-à-dire la plus riche de la province.

Comment alors interpréter une telle diatribe semblant émaner d'une des principales autorités de la région? Comment comprendre aussi que l'archevêque ait attendu la veille de sa mort pour faire part des graves accusations dont il étayait son rapport? Comment répondre au mal qui rongait l'administration d'une région dont le pouvoir central ne pouvait se désintéresser sans risque? Comment intervenir avec suffisamment de force mais sans brutalité aveugle pour éviter de mettre en danger une économie qui connaissait depuis des décennies un véritable boom fondé sur la production et l'exportation d'indigo? Dans quelle mesure, les informations relatives à un complot séditieux et séparatiste contenues dans le texte devaient-elles être prises au sérieux? Ces questions, et sans doute bien d'autres, que se posa inévitablement le Conseil des Indes l'amenèrent, après mûre réflexion, au lancement d'une enquête confiée au vice-roi de la Nouvelle-Espagne. Par un courrier en date du 16

* Université de Toulouse Le-Mirail.
mbertran@univ-tlse2.fr

septembre 1800, le Conseil des Indes écrivait au vice-roi de Nouvelle-Espagne que, tout en considérant le rapport comme extrêmement suspect, on ne lui en demandait pas moins de transmettre au plus tôt tous documents susceptibles de corroborer l'inquiétante dénonciation.³ Cette décision mettait aussitôt en branle la mécanique judiciaire américaine qui, sous l'autorité de José de Aranza, allait se charger de tirer au clair les dénonciations diverses contenues dans le libelle. Ce n'est qu'en décembre 1805, après une longue et difficile instruction, que la chambre du Conseil des Indes émettait un premier avis qui fut évoqué dans la séance plénière du Conseil, le 2 janvier 1806. Sur sa foi et sur celle des informations recueillies tant à Madrid, à Mexico qu'à Guatemala, celui-ci choisit de considérer le rapport comme "*un papel anónimo y disparatado*".⁴ Les membres présents lors de cette séance⁵ estimèrent en effet que le document qui les avait tant inquiétés au moment de sa réception souffrait de trop d'invéraisemblances et d'irrégularités matérielles, manifestes à leurs yeux, pour être pris en considération. Cette décision d'apaisement, probablement plus politique que proprement judiciaire, permettait d'imputer la lettre de dénonciation à un malheureux commerçant qui avait eu auparavant maille à partir avec la justice royale.⁶ Ce verdict d'apaisement n'annulait ni n'invalidait cependant pas pour autant près de cinq années d'une enquête extrêmement pointilleuse sur l'exercice du pouvoir dans les institutions centrales de la Capitainerie Générale du Guatemala. À travers elle, ce sont les groupes de pression rivaux qui s'affrontaient pour en obtenir le contrôle qui surgissent devant nos yeux. Au-delà, ce sont aussi les pratiques politiques dont ils étaient coutumiers qui nous sont décrites avec une minutie toute chirurgicale. Plus largement encore, c'est finalement un tableau de la situation politique coloniale dans cette région de l'Empire à la veille de l'indépendance que la source permet de reconstituer.

L'année 1800, dans l'attente de l'arrivée du nouveau capitaine général nommé dans l'urgence quelques mois auparavant, constitua l'épilogue d'une crise politique nouée dès 1797 et qui affecta tout spécialement la région centraméricaine de l'Empire espagnol. Le 6 août 1799, le capitaine général en poste depuis 1794, José Domas y Valle, présent dans la Capitainerie depuis 1785, était brutalement suspendu par le Conseil des Indes, mis à la retraite d'office et aussitôt remplacé par Antonio González Sarabia. Les conditions dans lesquelles se déroula

le limogeage d'un expérimenté et fidèle serviteur du pouvoir espagnol⁷ en disent long sur les tensions régnant dans la Capitainerie et plus particulièrement encore dans sa capitale.⁸ En ce sens, la longue et précise mise en accusation du personnel politique de la Capitainerie par un libelle attribué à l'archevêque de la ville se doit d'être perçue comme une manifestation supplémentaire de ces très vives discordes qui allaient atteindre dans les semaines suivantes leur apogée. Selon ce texte, et quel qu'en soit effectivement l'auteur, pesait sur la région la menace d'un débarquement de troupes anglaises destiné à faire passer la Capitainerie sous souveraineté britannique. Mettant en garde le lointain pouvoir espagnol contre une menace étrangère devenue depuis longtemps obsessionnelle, le courrier proposait une véritable leçon de géostratégie pour démontrer la réalité autant que la gravité du danger. Il rappelait qu'entre Sonsonate, port prévu pour le débarquement, et la capitale de la Capitainerie il n'y avait tout au plus que quatre petites zones fortement habitées. De si modestes centres de peuplement ne pouvaient espérer constituer la base d'une véritable et solide défense contre l'attaque étrangère qui se profilait, chacun ne disposant que de très peu d'hommes capables de se servir efficacement des rares armes disponibles sur place. Le danger était d'autant plus grand que la distance séparant l'*alcaldía mayor* (division administrative de l'Empire espagnol. Il y en avait sept pour la Capitainerie Générale à la fin du XVIII^e siècle) de Sonsonate du Guatemala n'était que de 40 lieues. Jouissant de l'appui des autorités locales, tant civiles que militaires, l'opération secrètement montée avait alors toutes les chances de réussir. À ce propos, le libelle soulignait "*... el ardid y disfraz con que está proyectado el desembarco*"⁹ et estimait que, dans un tel contexte, l'opération préparée avait toutes les chances d'être infaillible.

La menace était-elle réelle? Le projet correspondait-il et s'intégrait-il dans les actions menées alors par la marine britannique pour déstabiliser l'allié privilégié de la France qu'était devenue l'Espagne depuis le traité de San Ildefonso? Était-il même simplement réaliste? Si la réalisation d'une telle opération était sans doute plus complexe que ne le suggère l'auteur du libelle, on ne peut s'empêcher de rappeler que de telles opérations menées dans le passé, notamment au XVI^e siècle à l'époque de Francis Drake et même plus récemment avec l'amiral Vernont, obligent à admettre que le danger était loin d'être purement théorique.¹⁰ Cependant est-ce

bien là l'essentiel? S'écartant de cette dimension diplomatique et militaire, il est plus significatif de reconstituer, à partir des informations relatives aux éventuels comploteurs, l'ensemble relationnel s'agissant dans l'ombre du pouvoir colonial. En le confrontant aux informations disponibles par ailleurs, celui-ci permet alors de juger de la précision autant que de la valeur de la dénonciation attribuée à l'archevêque de Guatemala.

Selon cette dernière, tout reposait sur une bande, constituée autour de l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque, dont la composition aurait été la suivante:

*La traición que está en los umbrales de ejecutarse por el oidor decano de esta Audiencia Francisco Robledo, el regente Ambrosio Cerdán Pontero, el oidor Manuel Antonio Campo y el carcelero de la corte Juan Campos, compadre del oidor Robledo, su confidente, archivero y ejecutor de sus confianzas.*¹¹

D'après le même texte, venait s'ajouter à ces prestigieux et puissants conspirateurs identifiés parmi les membres de l'Audience, l'*alcalde mayor* (magistrat de l'administration coloniale responsable d'une province) et commandant de la force militaire dans la ville et le port de Sonsonate, un certain Manuel Cotón connu pour être un esprit rebelle. Enfin, la dénonciation impliquait aussi le capitaine général lui-même, accusé d'avoir prêté une oreille attentive, si ce n'est bienveillante, au projet et à propos duquel le dénonciateur n'omettait pas de préciser qu'il était complètement manipulé par Francisco Robledo de Albuquerque au point d'en être considéré comme sa "créature".¹²

L'établissement d'une liste des "traîtres" parmi les principaux responsables politiques de la Capitainerie mérite cependant d'être analysée de près afin de reconstituer autant la nature des liens pouvant les associer que la véracité de l'accusation. Au cœur du projet semble se trouver Francisco de Robledo de Albuquerque, nommé à l'Audience du Guatemala en février 1785 et ayant pris ses fonctions un an plus tard, en mai 1786.¹³ À ce titre doyen de l'institution, il y exerçait probablement une forte influence sur l'ensemble de ses collègues. Entretien-il pour autant des relations aussi étroites avec les autres membres de l'Audience ici cités? De quelle nature étaient-elles? Comment enfin expliquer le silence de l'accusateur à l'égard des deux autres auditeurs siégeant dans cette cour, à savoir Jacobo de Villaurrutia et Juan Collado?

L'Audience du Guatemala, au cours de la dernière décennie du XVIII^e siècle, semble avoir été le lieu de clivages tranchés entre ses membres. Ces affrontements systématiques furent immédiatement ressentis par le nouveau gouverneur Antonio González Saravia qui, quelques mois seulement après sa prise de fonction, en faisait part au ministre de Gracia y Justicia. Il soulignait "... *la desunión del reino, los sujetos que forman partido contra el gobierno y los que convendría sacar del Reino*".¹⁴

De manière extrêmement précise, il expliquait à son interlocuteur madrilène que toute mesure contrevenant aux intérêts des uns ou des autres était aussitôt écartée par l'ensemble. Plus largement, il décrivait l'atmosphère des instances de pouvoir de cette province qu'il découvrait comme, "... *encendido en bandos, rencores y chismes [donde] reina un espíritu de partido*".¹⁵

Il dénonçait enfin le fait que ces clans voulaient s'imposer à tout prix au président au point que toute décision suscitait alors immanquablement une opposition systématique contre le gouverneur transformé en bouc émissaire des mécontentements coalisés. Ce regard relativement extérieur sur les rivalités internes à l'Audience du Guatemala, porté par un homme neuf dans la Capitainerie, intéressa son destinataire au plus haut point. Surtout, il renvoya ce courrier qu'il considérait comme particulièrement instructif au Conseil des Indes en l'incitant à le prendre en compte. Il lui suggérait même de traiter l'affaire en demandant un contre-rapport à l'Audience tout en taisant les origines de la dénonciation. Ce n'est probablement pas en réponse à cette invitation que le régent Ambrosio Cerdán Pontero rédigeait à son tour, à peine un mois plus tard, un courrier destiné au président du Conseil des Indes dans lequel il proposait à son tour une analyse sur la situation de la capitainerie.¹⁶

Si l'on fait momentanément abstraction de ses mises en cause contre le capitaine général dont il dénonçait en particulier les orientations en matière de politique commerciale, il est frappant de constater que son analyse ne s'écarte somme toute pas radicalement de celle proposée par Antonio González Saravia. Comme lui, il estimait que:

... es reducido lo principal del Reino a pocas personas por las relaciones reciprocas. El negocio de cualesquiera de ellas interesa a todos y con todo choca casi quien se opone a uno solo. Éste tan singular como perjudicialísimo enlace es preciso haya sido el rival más

*poderoso contra las providencias de la corte siempre que éstas han podido perjudicar a sus particulares miras. Para conservarse esta semi aristocracia se advierte en esta capital y otras ciudades como perpetuada y estancada la representación pública, no contándose casi nunca para ella con los no relacionados por dignos que sean.*¹⁷

Cette coïncidence dans l'analyse générale de la situation politique de la Capitainerie se trouve étayée par la présentation faite, par l'un et l'autre, des deux clans partageant l'Audience. Tous deux soulignent que la principale ligne de fracture dans cette institution distinguait une coterie appuyant le gouverneur et capitaine général, aussi bien le nouveau venu que son prédécesseur, d'un clan que le gouverneur lui-même baptisait de "*partido de la oposición*".¹⁸ Aux deux auditeurs faisant bloc autour du régent Ambrosio Cerdán Pontero –Manuel Antonio Campo et Juan Collado– s'opposaient leurs deux collègues systématiquement minoritaires lors de chaque vote. Un tel clivage, aussi clairement identifiable car apparemment perçu, de part et d'autre, comme de nature pratiquement structurelle, renvoyait en priorité aux engagements idéologiques des uns et des autres. Le groupe majoritaire se définissait comme le défenseur du monopole castillan sur le commerce américain et apparaissait en cela comme celui des "conservateurs". À l'opposé, le groupe de minoritaires, acquis aux idées des Lumières et du libéralisme commercial, cofondateurs de la Sociedad de Amigos del País et de la *Gaceta de Guatemala* dont ils étaient des rédacteurs réguliers, se définissaient comme celui des libéraux. L'"affaire Yrrizarri", qui, quelques mois auparavant, avait été l'occasion d'affrontements violents entre les deux factions, avait montré la profondeur et la réalité du clivage. Suscitée par la question de la politique commerciale avec les puissances neutres dans la guerre franco-anglaise, elle avait largement dépassé le cadre de l'Audience pour s'étendre aux autres instances de pouvoir de l'élite coloniale, à savoir le cabildo de la ville de Guatemala, son Consulat et même à l'Archevêché.¹⁹

Il semble donc établi que la principale ligne de partage dans l'Audience du Guatemala, à tout le moins la plus visible, distinguait les auditeurs en deux camps irréconciliables en vertu de leurs engagements idéologiques. Cependant, malgré son importance, cette division était-elle exclusive d'autres configurations possibles, plus occasionnelles peut-être mais non moins importantes, au sein

de l'Audience? Répondre à cette question renvoie à la possibilité de prendre en compte des affinités plus prosaïques, telles que celles de l'intérêt bien compris ou de l'ambition politique, précisément dénoncées par l'auteur du libelle de janvier 1800. On ne peut ici que souligner combien la validité du clivage entre "anciens" et "modernes" était loin d'être totale, ou systématique, dans cette Audience guatémaltèque. Si la dimension idéologique put constituer l'un des ferments du clan constitué autour du leader incontesté des libéraux, à savoir Jacobo de Villaurrutia, comment expliquer le non ralliement à ce camp de l'auditeur Ambrosio Cerdán Pontero qui en partageait pourtant les idées? Ce juriste d'origine catalane, formé dans les universités de Sigüenza, puis de Alcalá de Henares, obtint sa première nomination dans une Audience en 1776, date à laquelle il fut affecté au Chili, à Santiago. Muté à Lima en 1779, après son mariage avec une riche héritière de l'élite locale, il fut promu à l'Audience du Guatemala en décembre 1794 où il acheva sa carrière en 1803. Alors que, dans ses affectations précédentes, il s'était distingué comme un chaleureux partisan des idées réformatrices, proche des jésuites, membre actif de la société à haute participation économique de Lima et rédacteur régulier du *Mercurio Peruano*, on le vit à Guatemala choisir le clan adverse à celui qui incarnait ses engagements traditionnels.²⁰ C'est dire que, malgré la force des valeurs auxquelles adhéraient ces hommes et leur validité pour en faire le marqueur privilégié de leurs honorabilités respectives, elles ne sauraient expliquer, toujours et à tout moment, leurs choix personnels. En ce sens, la configuration relationnelle présentée par le délateur du complot mérite d'être prise en compte afin d'en identifier la logique interne et la finalité.

L'archevêque de Guatemala, à travers la dénonciation signée de sa main, propose en réalité, dans le cadre d'une affaire bien précise, la description d'un système relationnel parmi ces élites administratives en partie convergeant avec le schéma antérieur mais qui y intègre des variantes essentielles. En accord avec lui, il insiste sur l'étroitesse des relations entretenues entre l'auditeur Robledo de Albuquerque et le capitaine général Domas y Valle. Bien plus, il précise et confirme que les liens ici activés relevaient pour une part importante du partenariat économique, même si cette dimension n'était nullement exclusive d'autres types d'échanges. En effet, selon ses dires, la personnalité du capitaine général se caractérisait par son attachement à l'argent. Le

décrivant comme "*extremadamente codicioso*", l'archevêque précise à son propos qu'il tenait chez lui une table de jeu ouverte jour et nuit dans le palais. Bien plus, il l'accuse de corruption systématique au point que, selon lui, "*... cualquier leve soborno o dádiva absuelve por él el más atroz delito*".²¹

Plus largement encore, il l'accuse de s'adonner à un vieil abus de l'administration coloniale tel que la vente systématique des charges pourtant disparue officiellement.²² Afin d'étayer cette dénonciation, il rappelle que le fait était largement connu des sujets du roi, comme en témoignaient nombre de libelles ayant circulé dans les années antérieures.

La particularité autant que l'intérêt de cette accusation circonstanciée se trouvent précisément dans l'étroitesse des relations entretenues par l'archevêque avec le capitaine général. Rien certes, dans le testament de l'archevêque, ne permet de confirmer cette proximité entre les deux hommes. Rien de tel, non plus, dans la liquidation de son patrimoine personnel qui permette de retrouver une quelconque association économique entre eux.²³ Pourtant, le testament du capitaine général laisse clairement entrevoir, lui, la réalité de ce partenariat. Parmi ses clauses, José Domás y Valle y rappelait, le 30 septembre 1802, que dans l'affaire de la succession de l'archevêque, se trouvait un dossier relatif à un dernier prêt que lui aurait accordé l'archevêque pour une valeur de 7 000 pesos. Il précise à ce propos que son créancier aurait cependant accepté d'annuler cette dette peu avant sa mort:

*... después de haberle satisfecho mayores cantidades que me suplicó para pagar una de las dependencias que traje contraídas de Panamá, obligándole a esta acción nuestra antigua amistad.*²⁴

L'étroitesse de ces rapports, tant amicaux que financiers, se trouve d'ailleurs confirmée par les proches de l'archevêque interrogés entre septembre et décembre 1801, à la demande du président Antonio González Saravia, dans le cadre de l'enquête mise en place après réception du libelle de janvier 1800. C'est ainsi que le majordome du défunt précise que les deux hommes entretenaient une relation très proche qu'il qualifie de "grande amitié". Un autre de ses auxiliaires, le père Nicolás de Santa Cruz, corrobore cette même relation en disant tout ignorer de ses éventuels prolongements financiers, à propos desquels il affirme ne jamais avoir vu le moindre do-

cument. Enfin, le père José Antonio Goycochea atteste de l'étroitesse des liens entretenus par l'archevêque avec la Sociedad Patriótica de Guatemala dont il contribua à financer le bulletin. Tous ces témoignages viennent ainsi ratifier l'existence entre les deux hommes d'un lien extrêmement fort, stable et ancien, se traduisant tout à la fois par des relations relevant autant de l'amitié, de la proximité idéologique que du partenariat financier.²⁵ Ils confirment surtout que seuls les deux intéressés pouvaient avoir connaissance de ces prêts passés entre eux.²⁶ En ce sens, l'accusation portée par un homme d'Église, aux portes de la mort et cherchant peut-être à soulager sa conscience, contre un ami avec lequel il s'adonna, sa vie durant, à des échanges respectifs de services n'a rien de très extraordinaire. Elle confirme surtout l'intéressement du capitaine général Domás y Valle, comportement dénoncé par la rumeur publique et finalement très banal parmi les plus hauts responsables de la Colonie. Au-delà, elle laisse entrevoir la mise en place, autour du capitaine général suspendu, d'un véritable *bando* cimenté par des liens d'intérêt, d'amitié et de proximité idéologique. Ce fut précisément ce groupe qui se mobilisa pour la défense autant de ses intérêts que de ses convictions lors de l'affaire Yrrizarri. Après et malgré le départ de José Domás y Valle, c'est encore ce même groupe dont son successeur à la tête de la Capitainerie signalait toujours les agissements.

Pourtant, le témoignage confié par l'archevêque à la veille de sa mort introduit dans ce clan, constitué autour de José Domás y Valle, des individus pouvant apparaître comme des intrus mais qui ne sont autres que le régent de l'Audience Ambrosio Cerdán Pontero et l'auditeur Manuel Antonio Campo. La présence de ces derniers vient directement contredire certaines des logiques identifiées comme étant à l'origine de la configuration relationnelle précédente. Elle ne peut se comprendre qu'en identifiant d'autres cohérences différentes de celles mises en œuvre pour comprendre la structuration du premier cercle constitué autour du capitaine général déchu et de son inspirateur ou mentor que fut peut-être l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque. Dans ce domaine, il faut prendre en considération le fait que l'Audience n'était pas, au quotidien, un lieu d'affrontements systématiques entre ses membres et qu'au-delà des clivages idéologiques pouvant opposer "conservateurs" et "libéraux", d'autres éléments, bien plus personnels, entraient en ligne de compte pour comprendre leurs



TORNAGUIA

choix et les stratégies multiples dans lesquelles les uns et les autres se trouvaient impliqués.

L'inimitié pouvait être l'un de ces facteurs, particulièrement fort et déterminant, comme le montre la rivalité notoire entre le régent de l'Audience et l'auditeur Jacobo Villaurrutia. Bien que de convictions proches et adeptes tous deux, au sein de l'Audience du Guatemala, des idées libérales, cette aversion s'imposa au point de repousser Ambrosio Cerdán Pontero vers le clan des conservateurs. Dans le sens inverse, la configuration relationnelle décrite par l'archevêque, se fondant davantage ou en priorité sur l'intéressement personnel de ses divers membres et leur partenariat économique et financier, signifia l'exclusion de l'auditeur au profit de l'intégration du régent. Dans ce cas de figure, les "qualités" propres du régent dans le maniement des affaires facilitèrent probablement son intégration, rendant alors inévitable la non présence de Jacobo Villaurrutia. De ce point de vue, l'absence de ce dernier parmi les auditeurs dénoncés par l'archevêque prend ici tout son sens: elle renvoie au fonctionnement quotidien de l'Audience et aux abus dont ses membres pouvaient se rendre coupables.

Parmi les excès dénoncés par l'archevêque dans l'Audience, le plus commun se trouve être probablement celui de l'absentéisme de ses membres. Il précise à ce propos que:

... están fuera de la capital dos o tres meses al año en juegos, saraos y toda maldad, dos y tres juntos y así la Audiencia [queda] con dos odores.²⁷

Pour ce qui était des mœurs et coutumes libertines en vogue parmi des auditeurs de Guatemala, le libelle accusait le régent Ambrosio Cerdán Pontero

d'en être, avec l'auditeur Manuel Antonio del Campo y Rivas, le principal adepte. Du premier, il le disait:

... muy enviado en el juego, adúltero, escandaloso y dado a todos los vicios, protector y actor de toda injusticia, negado a toda razón y buen régimen.²⁸

Cette dénonciation, d'ordre général, était étayée par un exemple précis relatif aux attributions dont le régent était chargé à cette date. Il l'accusait en particulier

d'être depuis trois mois, à La Antigua Guatemala, à la tête de pseudo-commissions obtenues du capitaine général grâce au versement de pots-de-vins. Il concluait cette charge en l'accusant de passer en réalité son temps "*... jugando, y escandalizando y sin cumplir con su obligación con toda iniquidad*".²⁹ Selon l'archevêque, c'était comme compagnon de débauche qu'intervenait le second en qui il voyait un individu "*... muy dado a la lascivia y deshonestidad tanto que de noche lo han apaleado los maridos y allegados de las mujeres que inquieta*".

Or, là encore, la personnalité de ce dernier auditeur mérite une attention toute particulière pour comprendre son intégration dans un groupe duquel, pourtant, ses choix et engagements publics l'éloignaient. Selon Jacobo Villaurrutia, qui eut à donner son avis sur le dossier en tant que procureur en janvier 1803, la relation d'amitié entre l'archevêque, le régent de l'Audience et l'auditeur Manuel del Campo y Rivas se fondait autant sur des faveurs échangées que sur une amitié ancienne. José Félix de Villegas avait en effet connu l'auditeur lorsqu'il avait exercé les responsabilités de recteur du collège royal et du séminaire de San Bartolomé de Bogotá. De cette période, qui remontait aux années 1770, ils avaient gardé une réelle, bien que lointaine, familiarité que le recrutement et la nomination de l'auditeur à Guatemala en 1792 avaient brutalement réactivée si ce n'est renforcée.³⁰ Vis-à-vis du régent, la relation semble avoir été plus professionnelle, résultat selon la rumeur publique d'échanges mutuels de services. Si, selon le procureur en charge du dossier à l'Audience, ces dernières assertions étaient pour l'essentiel fausses, elles n'en avaient pas moins pris valeur de vérité aux yeux de leurs concitoyens, témoignant, à tout le

moins, d'une certaine proximité entre eux.

De telles accusations, dénonciations ou rumeurs viennent comme en écho à la sanction, brutale et inexplicée, infligée à l'auditeur Manuel del Campo y Rivas. En octobre 1800, alors que le libelle accusateur était déjà parvenu entre les mains du Conseil des Indes mais sans que rien d'explicite ne permette d'établir en toute certitude une quelconque relation de cause à effet, ce dernier le mutait autoritairement et selon des formes et une procédure tout à fait inhabituelles³¹. Malgré la part d'incertitudes relative aux corrélations éventuelles entre ces divers événements, il n'en semble pas moins légitime d'en souligner la concordance et de conclure sur les plus que probables relations, à la fois intimes et discrètes, entretenues entre ces trois hommes. Configuration relationnelle que l'auteur du libelle connaissait de toute évidence parfaitement, prouvant par là même sa proximité avec eux, alors que, dans le cadre de leurs activités strictement professionnelles et de leurs engagements officiels et publics, tout les présentait comme des adversaires irréconciliables. C'est dire qu'il ne pouvait qu'appartenir à ce monde réduit d'individus proches des plus hautes autorités coloniales... En ce sens, l'attribution hypothétique du pamphlet à ce même archevêque, soucieux de soulager sa conscience à la veille de sa mort, trouve ici à nouveau un argument de poids.

Ainsi apparaît-il clairement que le groupe dénoncé en janvier 1800, et quel qu'ait pu être l'auteur de la délation, à la différence de celui qui s'était constitué dans le cadre de l'affaire Yrrizarri, se fondait en partie sur des liens de nature différente susceptibles d'intégrer de nouveaux associés. Alors que l'affinité idéologique passait dans cet autre cas au second plan, cette nouvelle configuration reposait avant tout sur la défense des intérêts économiques, commerciaux autant que financiers, de ses membres. Supposant une redistribution des rôles par rapport à ce que la crise politico-commerciale précédente avait signifié, elle impliquait une mise en sommeil des séquelles d'un affrontement qui était pourtant loin d'être alors entièrement oublié ni même réellement réglé. De ce point de vue, l'adhésion au projet coordonné par l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque



s'était faite en priorité sur la base de leur intéressement économique. Reste alors à éclaircir, une fois les acteurs identifiés ainsi que la nature des liens reconstituée, les motivations qui pouvaient ainsi les amener à modifier leurs stratégies et choix personnels par rapport à ce qu'ils avaient été quelques mois auparavant dans une crise ayant débouché sur la suspension du capitaine général.

Quel était donc le propos de cette coalition, hétéroclite d'un seul point de vue idéologique mais fort homogène pour ce qui était des intérêts personnels dont elle réalisait la synthèse? Comme dans l'affaire Yrrizarri tout tournait, encore et toujours, autour de la question du commerce avec les puissances étrangères, et tout particulièrement anglo-saxonnes. Le monopole de ce commerce, dont avait bénéficié José de Yrrizarri et ses nombreux relais durant deux ans, avait soulevé l'opposition des autres commerçants du Consulat de Guatemala. Ces derniers, grâce à l'utilisation de dissensions familiales aiguës chez le capitaine général qui officiait simultanément comme protecteur et agent actif du système commercial fondé sur la distribution de licences, obtinrent la débandade du groupe. La saisie des marchandises du commerçant honni et la suspension de son protecteur signifièrent tout à la fois la ruine du premier et la perte des leviers de pouvoir pour tous les autres membres du groupe.³² L'heure des bilans ayant sonné, il leur fallait chercher une situation de repli afin de sauver ce qui pouvait l'être de leurs avoirs et de leurs situations. C'est dans ce cadre-là qu'intervint l'initiative dont la responsabilité semble bien revenir à l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque. Bénéficiaire discret du système mis en place autour de Juan Bautista Yrrizarri, il paraît sortir de l'ombre au moment, imposé par les circonstances, de trouver une solution de rechange. Sa stratégie personnelle va être de tenter, compte tenu de la nouvelle situation politique, un regroupement de divers individus sur la seule base de leurs intérêts communs.

L'un des points névralgiques de ce commerce, devenu illégal en vertu de la décision prise inopinément en avril 1799, se trouvait être le port de Sonsonate. Malgré le ralliement de l'alcalde mayor du port dont il se méfiait sans doute avec raison,³³ Francisco Robledo de Albuquerque chercha, selon

l'accusateur, à se garantir l'accès à ce lieu stratégique:

... por donde tenían el comercio con el enemigo. Pero el día sólo se aguarda aviso de estar en este puerto para pasar al asignado y a consecuencia mandar VM al alcalde mayor de Sonsonate que es el puerto asignado para el desembarco para que se venga con algún pretexto y que vaya sucederle como alcalde mayor y comandante el carcelero Juan Campos, compadre de Robledo.³⁴

Le recrutement d'un homme plus sûr que le titulaire de la charge et d'un fidèle de l'auditeur était ici indispensable. Or, tel était bien le cas de cet *alcalde de corte*, subalterne de Francisco Robledo de Albuquerque au sein de l'Audience. Son portrait, dessiné par l'auteur du libelle, coïncide en effet parfaitement avec la mission qui lui était attribuée quand il explique qu'il s'agissait d'un:

... sujeto apto para esta confianza y todo género de maldades, hombre cruel, sin religión que en actual estado de latrocinio recibe sacramentos, doloso y ejecutor de todas las maldades y designios de Robledo, que convierte todas sus maldades para tenerlo grato para sus órdenes y comercios y en especial para esta traición.³⁵

Fortement impliqué dans les intérêts financiers de son protecteur, il n'en possédait pas moins les siens propres en tant qu'administrateur d'une *tercena real* de tabac, dans le cadre de laquelle il s'adonnait à un trafic fréquent chez les distributeurs de ce produit qu'ils n'hésitaient pas à mélanger avec de la *vena de palo picado*.³⁶ Si cette situation était connue de l'administrateur du monopole du tabac lui-même, ce dernier n'osait dénoncer quelqu'un dont Francisco Robledo de Albuquerque était tout à la fois le compère et le protecteur. Un tel parrainage interdisait toute poursuite d'autant que l'on connaissait les liens unissant ce même Robledo à d'autres puissants, dont l'archevêque et le capitaine général lui-même... ainsi que sa capacité pour:

... apañar todo género de maldades que le ofrecen intereses como la de este alcalde que hace perecer a los pobres hombres años en las mazmorras con todo género de crueldades hasta aniquilarlos por sus intereses particulares y por otros fines de su compadre y suyos.³⁷

Dans le même temps, le ralliement du capitaine général José Domas y Valle au groupe promu par l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque se comprend là encore dans son souci de récupérer ses placements dans un commerce dont il avait directement et personnellement assuré la promotion et la protection. Comme le précise l'auteur du libelle, il le convainquit sans grande difficulté de se joindre au projet en lui promettant tout à la fois des revenus importants et sa "*... restitución en el cargo porque el nuevo presidente durará poco*".³⁸ Cependant, si l'adhésion du capitaine général, s'inscrivant dans la continuité de ses choix passés, allait de soi, tel n'était pas le cas du ralliement des autres personnalités, dont ses collègues de l'Audience, que Francisco Robledo de Albuquerque réussit à regrouper autour de lui. L'auteur du pamphlet souligne à ce propos sa capacité à avoir mis de son côté "*toda la principal gente*" de la ville et précise que:

... con su hipocresía y astucia afectando santidad y compasión para lograr sus despravados fines, tiene de su parte a todos los principales del lugar para condescender con ellos para cualquier infamia, aniquilando al más inocente y pobre y salvando al más forajido e infame.³⁹

Dans ce ralliement de diverses personnalités locales dont les noms ne sont pas explicitement détaillés, l'attitude ambiguë de l'archevêque se doit maintenant d'être analysée, même si l'incertitude sur l'auteur réel de la dénonciation en limite sans doute la solidité. À ce propos, l'alternative peut se résumer aux deux hypothèses suivantes: soit l'archevêque fut bel et bien l'auteur de la dénonciation qu'il rédigea aux portes de la mort pour soulager sa conscience et alors que les menaces, sans doute réelles, pesant sur lui, n'avaient plus aucune prise. Dans ce cas, le contenu du texte peut apparaître comme un plaidoyer afin de protéger la mémoire du mourant de toute complicité dans le complot. Soit ce texte ne fut pas rédigé de la main de l'archevêque: dans ce dernier cas, son auteur n'en reste pas moins un homme lui étant particulièrement proche, étant donné les informations très personnelles, exactes ou crédibles, qu'il était en mesure d'offrir. Dans ce second cas, la dimension plaidoirie *pro-domo* ne disparaît pas pour autant, incitant à considérer avec méfiance les arguments présentés. Quelle que soit la possibilité à retenir, toutes deux incitent alors à considérer avec précaution le comportement prêté à l'archevêque même si elles ne

sauraient en aucune manière en invalider systématiquement les données. Tel est bien le cas de l'aveu de la relation de compérage existant entre l'archevêque et l'auditeur, clairement établie par ailleurs.⁴⁰ En ce sens, la demande de prêt de Francisco Robledo de Albuquerque n'a rien que de très banal et donc de plausible. L'attitude de refus de l'archevêque, au nom de la religion, de sa fidélité au roi, et de son attachement au Règne reste, par contre, totalement invérifiable, faute de témoin connu à cette entrevue. Par contre, et indépendamment de l'acceptation ou du refus de collaboration, l'engagement financier de l'archevêque semble lui aussi bien réel, même si le montant vérifiable de la somme prêtée reste bien moindre par rapport à ce que le libelle prétendait.⁴¹ Quoi qu'il en soit, c'est alors dans le prolongement de cette adhésion – plus ou moins volontaire, plus ou moins extorquée – que se situent les ralliements des deux auditeurs qui étaient précisément des proches de l'archevêque. Pour eux, la possibilité de jouir, enfin, des bénéfices de ce commerce avec les puissances neutres qui avaient suscité tant de convoitises suffisait à justifier et à comprendre leur geste.

Ainsi, malgré l'incertitude sur l'auteur réel du pamphlet et sans retenir nécessairement la dimension sécessionniste du projet que rien ne vient effectivement étayer par ailleurs, la configuration relationnelle qu'il propose n'en apparaît-elle pas moins crédible et vraisemblable, compte tenu du contexte particulier dans lequel elle s'inscrivait. Véritable revanche après l'échec subi par le clan Yrrizarri, elle permit à quelques-uns de ses membres de tirer au mieux leur épingle du jeu. Seule la crise de scrupules d'un prélat à la fin de sa vie, ou celle de l'un de ses proches profitant de son décès imminent pour régler des comptes en son nom, dévoila une affaire fort habilement montée et menée par l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque. Aussitôt alerté par le Conseil des Indes, le nouveau capitaine général prit des mesures conservatoires par le biais de la saisie des diverses marchandises à Sonsonate. Simultanément, il entreprenait une enquête discrète afin de découvrir la réalité des menaces proférées. À la lumière des informations recueillies, il rédigeait, trois mois seulement après sa prise de fonction, le rapport sur la triste situation politique de la Capitainerie et ses divisions internes. Par la suite, intégré lui-même aux rivalités locales auxquelles il ne pouvait échapper, il préféra manifestement se rallier à l'interprétation préparée et proposée en janvier

1803 par le procureur de l'Audience qui était devenu l'un de ses proches. La prétendue culpabilité de Juan Francisco O'Haran évitait d'approfondir les comportements plus que suspects de plusieurs des membres de cette élite politique guatémaltèque avec laquelle le nouveau capitaine général avait à son tour pactisé en nouant des liens étroits, comme le soulignait, quelques mois après son arrivée, le régent de l'Audience.⁴² Juan Francisco O'Haran apparaît alors clairement pour ce qu'il fut: impliqué dans une affaire qui le dépassait largement, desservi par sa personnalité controversée et agressive, il se transforma bien vite en un suspect idéal métamorphosé en bouc émissaire. De fait, comme le concluait le procureur du Conseil des Indes, le 24 septembre 1805, au vu de l'ensemble du dossier et compte tenu des circonstances du moment:

*... como la guerra y otras [circunstancias] que no se ocultan a la sabia circunspeccion del consejo, [...] quizás sería lo mejor para no inculcar especies desagradables de las ocurrencias pasadas que tuvieron trascendencia a tantos parajes de ambas Américas, que se consulte a SM que se sobresea en el asunto y se archiven estos papeles.*⁴³

Ce n'est que plus de deux ans plus tard – alors que Juan Francisco O'Haran avait tout de même passé plus de trois longues années en prison, avait connu une année en résidence surveillée et vécu deux années en clandestinité pour échapper à une justice qui l'avait condamné à l'avance – que le Conseil des Indes finit par décider de sa remise en liberté, faute de preuves convaincantes sur son éventuelle culpabilité dans l'affaire. En décembre 1807, Juan Francisco O'Haran retrouvait ainsi sa liberté et l'affaire du libelle son secret.

Au-delà des dimensions anecdotiques de l'affaire judiciaire, la tempête soulevée par le rapport signé du nom de l'archevêque de Guatemala se révèle comme un moment privilégié pour suivre les stratégies des divers acteurs impliqués. Tout en tenant compte de ce que certaines des accusations proférées sont restées, pour les contemporains comme pour nous-mêmes, difficiles à vérifier, le pamphlet n'en dresse pas moins un tableau extrêmement précis du climat régnant au tournant du XVIII^e siècle dans la capitale de la Capitainerie. Abandonnée à elle-même par la rupture des relations traditionnelles avec la métropole imposée par la guerre franco-anglaise, la région chercha à compenser cet isolement forcé en se tournant vers d'autres

horizons. C'est dans ce nouveau contexte que se situe la lutte déclenchée parmi les élites coloniales pour le contrôle de cette nouvelle source de profits: À peine mise en place, l'autorisation du commerce avec les puissances non belligérantes se traduit aussitôt par une rivalité effrénée parmi les commerçants de la capitale dont l'affaire Yrrizarri représente l'un des meilleurs témoignages. Parmi eux, les victimes d'une distribution particulièrement clientélaire des licences de commerce se regroupèrent au sein du Consulat de la ville pour dénoncer des pratiques qui mettaient en péril la stabilité de leurs affaires. C'est bien le sens qu'il faut accorder à la défense du monopole exprimée par le rapport du Consulat de Guatemala adressé au roi en juin 1798. Condamnant sévèrement la pénétration commerciale anglo-saxonne dans la Capitainerie, le Consulat réclamait ni plus ni moins que l'abolition de ce qu'il s'entêtait à considérer comme une contrebande.⁴⁴ Face à cette conception monopoliste des échanges, les partisans de l'ouverture défendaient au contraire l'introduction d'une certaine libéralisation du commerce dont ils attendaient le retour de la prospérité. De cette division structurelle au sein des élites coloniales qui parcourt toutes les institutions de la Capitainerie, l'historiographie a traqué depuis longtemps la genèse, les logiques ainsi que les prolongements au-delà de l'indépendance.⁴⁵ Pourtant, malgré la vigueur de ces affrontements et la profondeur des divisions qui pouvaient séparer les deux camps, l'affaire du libelle montre combien les coupures identifiées étaient loin de fonctionner de manière permanente et systématique. Au sein de l'Audience et dans l'entourage du capitaine général, les aléas de la politique espagnole en ces temps agités favorisaient les ajustements stratégiques au gré de la défense des intérêts personnels. C'est bien ce que révèle la structuration d'un système relationnel d'un certain point de vue "contre nature" mais en même temps particulièrement adapté aux objectifs assignés. Répondant à la crise politique ouverte par la suspension du capitaine général en exercice, le regroupement constitué autour de l'auditeur Francisco Robledo de Albuquerque apparaît comme une alternative offerte aux vaincus du débat suscité autour de la suspension du commerce avec les puissances neutres.

Reste alors à expliquer comment de tels rétablissements pouvaient être opérés sans pour autant susciter réserves, rejets ni même critiques ou condamnations parmi les personnes concernées. La réponse est sans doute à rechercher dans la

faiblesse numérique de l'élite coloniale régionale. Comme l'avait découvert, sans doute avec quelque stupeur, le nouveau capitaine général après son arrivée, la faiblesse numérique de ce groupe, noyé dans un monde majoritairement indigène et métis dont on cherchait systématiquement à se démarquer, facilitait de telles adaptations sur la base de solidarités socio-ethniques souvent prolongées ou renforcées par des alliances personnelles plus étroites. Au-delà des divisions, aussi réelles et profondes fussent-elles, la permanence d'intérêts communs, notamment financiers dans le cas ici étudié, rendait possible la mise en place de configurations relationnelles qui, considérées depuis une observation de type macro-historique, seraient proprement inconcevables. La faiblesse numérique de cette élite régionale rendait presque inévitable que, à un moment ou à un autre de leur vie, les routes de ses membres se croisent, permettant l'établissement de liens toujours susceptibles de réactivation en cas de nécessité. Loin d'une stratégie fixée longtemps à l'avance et dont les acteurs partageraient et auraient pleinement intégré la finalité, ce que révèle "l'affaire du libelle" n'est autre que la capacité réactive de certains acteurs sociaux aux événements les plus inattendus.

Un dernier élément à considérer, au vu de l'analyse du réseau relationnel mis en place par un auditeur de l'Audience du Guatemala, n'est autre que la continuité des pratiques politiques d'une élite administrative peu affectée par les réformes imposées tout au long du XVIII^e siècle et renforcées à partir des années 1780. Alors que l'historiographie insiste traditionnellement sur l'importance des changements introduits par cette politique réformatrice, l'analyse des comportements au quotidien de cette élite politique de l'extrême fin de la période coloniale illustre la permanence de ses agissements les plus archaïques. Malgré la disparition de la vénalité des offices, malgré l'instauration de nouvelles structures administratives, malgré enfin la mise en place de moyens de surveillance plus proches due au resserrement du maillage administratif, la conception de l'office restait avant tout patrimoniale et personnelle. Du capitaine général au membre du cabildo en passant par l'auditeur, l'accès au pouvoir restait avant tout perçu comme un moment et un moyen privilégiés pour défendre ses intérêts, tant personnels que familiaux. Si les réformes avaient signifié l'introduction d'une nouvelle logique administrative, plus soucieuse des intérêts de la métropole, la pratique quotidienne

restait fidèle, dès que l'occasion s'en offrait, à des comportements dont les uns et les autres ne considéraient pas toujours ni nécessairement l'incompatibilité avec la nouvelle orientation politique impériale. *

Notes

- 1 Archivo General de Indias (AGI), Audiencia de Guatemala, liasse (l.) 924, *Autos contra un libelo concluidos el 3 de agosto de 1803 por esta Audiencia*.
- 2 Ce rapport de l'archevêque était en effet parvenu à Madrid via le vice-roi de Mexico par un courrier daté du 28 mars 1800 afin, selon son auteur, d'éviter la surveillance permanente dont il était l'objet de la part des autorités locales à Guatemala, *ibid.*
- 3 *Carta del Consejo al virrey de México*, 16 septembre 1800, *ibid.*
- 4 *Sentencia del Consejo*, 2 de janvier 1806, *ibid.*
- 5 Les membres du Conseil des Indes ayant siégé lors de cette séance furent: Pedro de la Torre, Fulgencio de la Riva, Vicente Hor, Tadeo de Galisteo y Manrique, Francisco Cristóbal de la Vega et Francisco Saavedra y Carbajal, *ibid.*
- 6 Comme nous aurons l'occasion de le voir, on préféra faire porter la responsabilité d'un écrit particulièrement dérangeant par Juan Francisco de O'Haran, pauvre bougre dont la personnalité conflictuelle faisait un coupable idéal et évitait toute mise en cause parmi les puissants de la Capitainerie.
- 7 Sa fille, dans une lettre au Conseil des Indes, prétendit qu'il aurait eu une carrière professionnelle longue de plus de 70 ans. AGI, Audiencia de Guatemala, l. 481, *Carta de Maria Domas al ministro de Guerra, solicitando una pensión, primero de enero de 1802*.
- 8 M. Bertrand, *El affaire Yrrizarrri: Poder, negocios y familia en Guatemala, a principios del siglo XIX*, dans F.-X. Guerra et J. Poloni-Simard (éds.), *Villes et acteurs dans les sociétés d'Ancien Régime*, sous presse.
- 9 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo de Guatemala al Consejo, 10 de enero de 1800*.
- 10 Une restriction relative à la justesse de la stratégie suivie réside peut-être dans ce que le choix du port de Sonsonate était loin d'être un réel atout pour l'ennemi anglais alors que, solidement implanté sur la côte atlantique, il pouvait bien mieux utiliser cette région sous son contrôle comme base arrière à l'opération... Dans ce domaine, le fait de parler de Sonsonate comme point de départ d'un éventuel débarquement relève chez l'auteur de la dénonciation d'une logique toute autre, plus proprement interne à la société et aux rivalités de la capitainerie. Voir *infra*.
- 11 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo de Guatemala al Consejo, 10 de enero de 1800*.
- 12 *Ibid.*
- 13 M. Burkholder et D. Chandler, *Biographical Dictionary of Audiencia Ministers in the Americas: 290-291*, Greenwood Press, Westport, 1982.
- 14 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 452, *Carta del presidente A. González Saravia del 3 de octubre de 1801 al ministro de Gracia y Justicia*.
- 15 *Ibid.*
- 16 Les délais insuffisants ne le lui permettaient pas d'inscrire son rapport dans cette initiative. Cependant, la lecture attentive des deux courriers successifs laissent apparaître des correspondances qui font penser que, informé d'une manière ou d'une autre de l'initiative présidentielle, le régent de l'Audience prit les devants pour en tempérer les effets négatifs. AGI, Audiencia de Guatemala, l. 452, *Carta del regente de la Audiencia de Guatemala, Ambrosio Cerdán Portero del 3 de noviembre de 1801 a Miguel Cayetano Soler*.
- 17 *Ibid.*
- 18 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 452, *Carta del presidente A. González Saravia...*, op. cit.
- 19 M. Bertrand, sous presse.
- 20 M. Burkholder et D. Chandler, 1982: 86-87.
- 21 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 22 Sur l'ancienneté et la généralité de ces pratiques, les témoignages abondent. À seul titre d'exemple, on peut se reporter à celui de Francisco de Seijas de Lobera à propos de ces abus commis par les vice-rois de Nouvelle-Espagne à la fin du XVII^e siècle. Francisco de Seijas de Lobera, *Gobierno militar y político del Reino imperial de la Nueva España, 1702*, UNAM, Mexico, 1986.
- 23 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Testamento y expolio del arzobispo de Guatemala*, fols. 18^v et svts. Le testament de l'archevêque, en date du 17-08-1799, se contente de coucher la liste des bénéficiaires, tous très proches de lui, des dons octroyés par le prélat. Quant à l'expolio, il énumère en septembre 1801, l'ensemble des financiers ayant des créances à faire valoir sur son patrimoine et parmi lesquels apparaît le marquis d'Aycinena.
- 24 Archivo General de Centroamérica (AGCA), A2-1, l. 13, exp. 295, *Testamento del capitán general José Dómas y Valle con fecha del 30 de septiembre de 1802*.
- 25 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Interrogatorio de los allegados al arzobispo de Guatemala a petición del presidente A. González Saravia, septiembre-diciembre 1801*, fols. 5-17.
- 26 Tel est bien d'ailleurs l'avis du fiscal (procureur de l'Audience) nommé secrètement par le président Antonio González Saravia pour émettre un avis sur le dossier d'instruction en janvier 1803. Ce représentant du ministère public, en la personne de l'auditeur Jacobo Villaurrutia, confirme tout à la fois l'étroite relation entretenue par l'archevêque avec le président Domas ainsi que l'aide financière dont ce dernier aurait bénéficié de la part de son ami pour un montant de 18 000 ou 20 000 pesos. Ce prêt était destiné à couvrir des dettes accumulées à Panamá et devait être remboursé petit à petit conformément à un arrangement resté secret entre eux. AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924.
- 27 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 28 *Ibid.*
- 29 *Ibid.*
- 30 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Parecer del fiscal y asesor...*, op. cit. et M. Burkholder et D. Chandler, 1982: 67.
- 31 Le Conseil des Indes décidait en effet d'un échange de poste avec l'auditeur Francisco Camacho affecté jusqu'alors auprès de l'Audience de Guadalajara. M. Burkholder et D. Chandler, 1982: 66-67. Cette mutation n'améliora pas radicalement la moralité des membres de l'Audience de Guatemala comme le révèle la procédure engagée quelques années plus tard par A. González Saravia contre le nouveau venu. AGI, Audiencia de Guatemala, l. 480a, *Carta del presidente de la Audiencia de Guatemala al secretario de Estado y Despacho Universal de*

Gracia y Justicia, con fecha del 18 de noviembre de 1806.

- 32 M. Bertrand, sous presse.
- 33 L'alcalde mayor alors en poste était Manuel Cotón, qui avait joué un rôle essentiel dans le lancement de l'affaire Yrrizarri en saisissant les navires du commerçant dès avril 1799. Par ailleurs, sa personnalité n'incitait pas à la confiance si l'on en croit le président Antonio González Sarabia qui le décrit en 1801 comme "... *insubordinado al gobierno, con otros defectos que se mostrarán pues se halla aquí para responder a los cargos que contra él se han producido*". AGI, Audiencia de Guatemala, l. 452, *Carta del presidente A. González Saravia del 3 de octubre de 1801...*, op. cit.
- 34 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 35 *Ibid.*
- 36 Fraude dont le revenu est estimé à 2 000 pesos par an, *ibid.* Ces pratiques n'avaient rien d'exceptionnel puisqu'on les retrouve à la même époque chez d'autres distributeurs, tant légaux qu'illégaux. Marc et Muriel Vigié, *L'herbe à Nicot, Amateurs de tabac, fermiers généraux et contrebandiers sous l'Ancien Régime*, Fayard, Paris, 1989.
- 37 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 38 *Ibid.* Si la véracité du second argument est plus difficile à vérifier par le biais de recoupements, aucun autre témoignage ne faisant explicitement allusion à cette dimension séditeuse et subversive, le premier coïncide parfaitement avec ce que nous savons par ailleurs de l'attitude et des intérêts de celui qui était devenu l'ex capitaine général. C'est ainsi que, dès l'arrivée de son successeur, il tenta par divers moyens de l'inciter à adopter une attitude conciliante à l'égard de la marchandise saisie à José de Yrrizarri dans laquelle ses intérêts personnels étaient en jeu. Il tenta même de le circonvenir par l'intermédiaire du *corregidor* (magistrat responsable d'une circonscription administrative) de Chiquimula, Th. Mollinedo, qui était l'un de ses proches *via* les relations familiales de ce dernier avec l'auditeur Jacobo de Villaurrutia.
- 39 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 40 M. Bertrand, sous presse.
- 41 L'auteur du texte précise, au nom de l'archevêque, "*le franquéé todo el dinero que quiso*", soit 250 000 pesos qui furent confiés à son compère, au régent et à l'ex capitaine général, AGI, Audiencia de Guatemala, l. 924, *Carta del arzobispo...*, op. cit.
- 42 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 452, *Carta del regente de la Audiencia de Guatemala...*, op. cit.
- 43 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 480a, *Autos contra J. F. O'Haran*.
- 44 AGI, Audiencia de Guatemala, l. 895, *El consulado de Guatemala evacua el informe que se le pidió por R.O. de Primero de mayo de 1797*. Publié dans *l'Anuario de Estudios Centroamericanos* 19: 125-142.
- 45 M. L. Wortman, *Gobierno y sociedad en Centroamérica, 1680-1840*, BCIE, Educa, San José, 1991.

PODER Y DESVIACIONES: génesis de una sociedad mestiza en Mesoamérica

Georges Baudot (coordinador)

- Charlotte Arnauld* Estrategias políticas mayas y españolas en Guatemala (siglos XV-XVI)
- Georges Baudot* Sociedad colonial y desviaciones. Marginalidad y resistencia cultural en el México de los virreyes
- Michel Bertrand* Las redes de la sociabilidad en la Nueva España: fundamentos de un modelo familiar en México siglos XVII y XVIII
- Frédérique Langue* Prácticas en espejo: estructura, estrategias y representaciones de la nobleza en la Nueva España

CEMCA Siglo XXI

